

Intégralement extrait du site :

[https://cordis.europa.eu/result/rcn/59098\\_en.html](https://cordis.europa.eu/result/rcn/59098_en.html)

\*\*\*\*\*



CORDIS

Service Communautaire d'Information sur la Recherche et le Développement

Commission européenne > CORDIS > Projets et résultats > Les politiques d'intégration des musulmans en UE

## EURISLAM Résumé de rapport

### Synthèse du rapport final - EURISLAM (Trouver une place pour l'islam en Europe: interactions culturelles entre immigrants musulmans et sociétés bénéficiaires)

Résumé :

Le but de cette recherche est de fournir une analyse systématique des différences et des similitudes transnationales dans les approches des pays en matière d'intégration culturelle des immigrants en général et des musulmans en particulier. Les pays étudiés dans ce projet de recherche sont la Belgique, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse et le Royaume-Uni. La question fondamentale de la recherche peut être formulée comme suit: «Comment les différentes traditions d'identité nationale, de citoyenneté et de relations entre l'État et l'Église ont-elles influencé l'intégration de l'Islam dans les pays d'immigration? Quelles sont les conséquences de ces approches ? Les immigrants musulmans et leurs descendants, et la société d'accueil ? Pour répondre à cette question, les différences de politique sont liées à la variation transnationale de la distance culturelle et de l'interaction entre les musulmans et la population de la société d'accueil. Différentes méthodologies sont combinées, permettant une triangulation des résultats de la recherche et une combinaison d'idées quantitatives et qualitatives.

Cette recherche évalue comment les différentes traditions de l'identité nationale, de la citoyenneté et des relations entre l'Église et l'État ont influencé le débat public européen sur l'islam au cours des dix dernières années. Différentes manières dont les États-nations traitent les différences religieuses et culturelles sont démontrées. De plus, les manières dont les formes et les champs d'application des débats publics adoptent des configurations différentes au niveau national et européen sont décrites. Il est démontré que le niveau d'instruction, la position sur le marché du travail, l'identification religieuse et le capital social de transition constituent des facteurs stables dans l'explication de l'intégration socioculturelle des musulmans

européens. Cependant, l'impact de ces facteurs est relativement faible par rapport à l'effet de l'appartenance à un groupe ou une communauté spécifique. Dans la dernière section de ce rapport,

### **Contexte et objectifs du projet**

Au cours de la dernière décennie, les problèmes réels et perçus liés à l'intégration des immigrés se sont hissés au sommet de l'agenda politique dans de nombreuses régions d'Europe occidentale. Surtout, l'intégration culturelle et religieuse des musulmans et de l'islam en Europe a été la cause de débats houleux, de controverses et même d'actions violentes. En 2005, une série de caricatures publiées dans le journal danois Jyllands-Posten, dont la plupart représentaient le prophète islamique Muhammad, ont conduit à des manifestations dans de nombreux pays islamiques, dont certaines ont dégénéré en violence. En 2008, le parlementaire néerlandais Geert Wilders a publié un court métrage intitulé Fitna, dans lequel l'Islam est présenté comme une idéologie totalitaire encourageant les actes de terrorisme, antisémitisme, violence contre les femmes et les homosexuels, subjugation des infidèles et universalisme islamique.

La question de l'intégration culturelle et religieuse des musulmans et de l'islam en Europe est liée à différentes questions. Parfois, il est lié à leur position socio-économique marginale, arguant que leurs antécédents culturels et religieux sont en eux-mêmes source d'inégalités, par exemple dans l'éducation, le marché du travail, le logement, etc. des musulmans et de l'islam est davantage liée au rôle de l'État et à la place de la religion dans la société. L'État devrait-il être impliqué dans les affaires religieuses, et si oui, comment le faire ? La question de l'identité nationale, thème commun de cette discussion, est étroitement liée à celle qui soulève des questions apparemment simples qui se sont néanmoins révélées plutôt insaisissables au-delà de leurs interprétations purement juridiques ou politiques. Qu'est-ce qui constitue une nation ou un peuple ? Qui sont les Français, les Hollandais et les Suisses ? Qui sont-ils pas ? Est-ce que de telles choses sont importantes et pourquoi ?

Insaisissables ou non, ces problèmes se sont révélés être un facteur important dans la formulation de solutions pratiques aux problèmes liés à la migration et à l'intégration des personnes traversant les frontières administratives, linguistiques et culturelles. Parce que ces mouvements sont susceptibles d'affecter des processus à des niveaux très différents, par exemple au niveau de l'État-nation, du voisinage de la ville, de la famille et de l'individu, il est important d'avoir une perspective large dans l'analyse des modèles d'intégration. L'élaboration des politiques au niveau national et européen, ainsi que l'identité et le sentiment des individus sont tous deux importants, et leur relation devrait constituer un intérêt majeur pour les chercheurs en sciences sociales et les décideurs.

### **Quelle est la principale question de recherche du projet ?**

La question centrale du projet EURISLAM peut être résumée comme suit :  
«Comment les différentes traditions d'identité nationale, de citoyenneté et de relations entre l'Église et l'État ont-elles influencé l'intégration de l'islam dans les

pays d'immigration européens et quelles sont les conséquences de ces approches ? pour les modèles de distance culturelle et d'interaction entre les immigrants musulmans et leurs descendants, et la société d'accueil ?

Formulé comme tel, l'accent est mis sur l'interaction entre les variables au niveau macro ou national, par exemple les politiques culturelles et de citoyenneté, et les variables au niveau micro ou individuel, par exemple les sentiments d'acceptation et les idées de distance culturelle. Dans la question de recherche ci-dessus, la distance culturelle et les interactions entre les musulmans et la population de la société d'accueil peuvent donc être considérées comme la variable dépendante principale qui s'explique en partie par les variations de la variable indépendante ; l'identité nationale, la citoyenneté et les relations entre l'Église et l'État. Nous pouvons encore réduire notre variable dépendante pour clarifier ce que nous entendons exactement par «distance culturelle». Nous nous intéressons principalement à quatre aspects principaux qui se rapportent tous à des conditions préalables particulières pour des relations pacifiques et cohésives à travers les frontières culturelles :

- Compétences linguistiques - condition préalable à la communication à travers les frontières culturelles. L'idée ici est claire. Le partage du même langage favorise la communication à travers les frontières du groupe et améliore l'identification mutuelle.
- L'identification et l'acceptation mutuelles - en tant que fondement de la solidarité entre les groupes culturels et religieux. L'identification en tant que membres d'un pays favorise la notion d'intérêt commun et développe ainsi la solidarité entre les groupes.
- Normes et valeurs fondamentales partagées - base de la démocratie dans une société culturellement diversifiée. Chaque démocratie suppose un noyau commun de valeurs démocratiques, bien qu'il faille noter qu'il existe une certaine controverse sur le contenu et l'interprétation de ce noyau, qui peut inclure l'égalité des hommes et des femmes ; la séparation de l'Église et de l'État et la liberté de parole et d'association.
- Relier le capital social - (réseaux sociaux et confiance) comme base de la cohésion sociale entre les groupes culturels. Comme le soutient Granovetter (1973), les liens de réseau qui dépassent le cadre du propre groupe social (les «liens faibles») sont également importants pour l'accès des individus à des informations et des ressources rares, telles que les opportunités d'emploi. D'autres, cependant, ont souligné le rôle des réseaux de soutien de leur propre groupe ethnique dans la facilitation de la participation socio-économique des immigrants.

### **Comment la question de recherche est-elle traduite en recherche empirique ?**

Afin de rendre la question de recherche fondamentale opérationnelle en termes de collecte de données réelles, nous formulons trois questions plus spécifiques qui traduisent la recherche en domaines de recherche distincts :

I: «Quelles sont les différences entre les pays d'immigration européens dans la façon dont ils traitent les différences culturelles et religieuses des groupes d'immigrés en général, et des musulmans en particulier?

Cette première question a deux aspects généraux. Le premier est formel, traitant spécifiquement de la législation et de la jurisprudence sur la citoyenneté, la lutte contre la discrimination et l'accommodement culturel. Dans le projet, cet aspect sera traité et étudié dans le premier domaine de recherche «Législation et jurisprudence» (RF1) par des moyens de rassembler un ensemble systématique d'indicateurs transnationaux sur un large éventail de questions législatives en utilisant des sources secondaires. Le second aspect de la question ci-dessus est plus informel et traite de la façon dont les conceptions de l'identité nationale, de la citoyenneté, des relations entre l'Église et l'État et de la position de l'islam dans la société sont discutées en public.

II: «Dans quelle mesure trouvons-nous des différences entre les pays d'immigration en termes de distance culturelle et de schémas d'interaction entre les différents groupes d'immigrants musulmans et la population de la société d'accueil?

En abordant cette deuxième question, nous allons d'abord nous concentrer sur les attitudes, les normes et les valeurs; en particulier ceux relatifs aux normes démocratiques; les relations de genre et les valeurs familiales; identification ethnique, religieuse et de la société d'accueil; et les attitudes envers les relations à travers les frontières ethniques et religieuses. En outre, nous examinerons les ressources et pratiques culturelles et religieuses telles que; maîtrise de la langue; l'adhésion à diverses pratiques religieuses, par exemple la fréquentation de services religieux ou le port du foulard; partenariats et mariages interethniques et interreligieux; la fréquence et la qualité des relations interethniques et interreligieuses avec les voisins, les amis et les collègues; et l'appartenance à des organisations sociales et politiques du groupe ethnique et religieux ainsi que de la société d'accueil. Le cas échéant, ces questions seront également posées aux membres du groupe ethnique dominant de la société d'accueil ou à la majorité nationale. Ceci est particulièrement important parce que la distance culturelle et les interactions sont évidemment déterminées par les perceptions, les attitudes et les pratiques aux deux extrémités de la relation. Toutes ces variables ont été rassemblées dans un troisième champ de recherche «Distance culturelle» (RF 3) en menant une enquête. Nous avons entrepris la collecte de données en utilisant un questionnaire standardisé et une procédure ITAO (interview téléphonique assistée par ordinateur) auprès d'un échantillon de musulmans et d'un échantillon du groupe ethnique majoritaire dans nos six pays participants (Belgique, Royaume-Uni, Pays-Bas, France, Suisse et Allemagne). L'échantillon musulman a été constitué en utilisant la procédure suivante: d'abord, grâce à une méthode onomastique (méthode de reconnaissance du nom), une base de sondage a été constituée en utilisant des registres téléphoniques numériques (y compris les deux lignes terrestres comme téléphones cellulaires) pour identifier les personnes

d'origine marocaine, turque, pakistanaise et ex-yougoslave. Par la suite, ces personnes ont été appelées par un bureau de vote et ont vérifié si elles avaient effectivement les origines nationales susmentionnées et étaient elles-mêmes musulmanes ou d'origine musulmane.

III: «Dans quelle mesure les différences transnationales de distance culturelle et les schémas d'interaction interethnique et interreligieuse peuvent-ils s'expliquer par les différentes approches suivies par les pays d'immigration pour gérer la différence culturelle en général et l'Islam en particulier?»

Cette troisième question sur la relation entre les politiques et la distance culturelle a été abordée sous plusieurs angles différents. Premièrement, dans le quatrième domaine de recherche «Variables socioculturelles transnationales» (RF 4), une analyse multivariée des données de l'enquête a examiné dans quelle mesure les différences transnationales sur nos diverses variables socioculturelles (voir ci-dessus au point II) persister lors du contrôle des caractéristiques de base au niveau individuel, telles que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, la position sur le marché du travail et le moment de l'immigration. De plus, ces analyses permettent d'établir dans quelle mesure ces différences transnationales sont stables entre les groupes musulmans de différents pays d'origine et dans quelle mesure il existe des effets d'interaction spécifiques entre les pays d'origine et d'immigration.

En plus de l'analyse des données de l'enquête, la relation entre les politiques et la distance culturelle est abordée dans un cinquième domaine de recherche «Familles transnationales» (RF 5) qui favorise une analyse plus détaillée et qualitative. Dans ce domaine de recherche, nous avons interrogé des membres de familles immigrées transnationales dont les membres de la famille vivent dans deux ou plusieurs des pays d'immigration inclus dans notre étude. Cette partie de notre recherche peut être considérée comme une quasi-expérience, dans laquelle on compare qualitativement des groupes de personnes qui ont des antécédents très semblables mais qui se sont retrouvés dans des contextes d'immigration différents. Enfin, un sixième domaine de recherche intitulé «Representatives Muslim Organizations» (RF 6) introduit une autre couche de données qualitatives en interrogeant un acteur essentiel du bien-être et de l'intégration des minorités musulmanes en Europe;

### **Résultats du projet :**

Nous résumerons ici les résultats concernant certaines variables clés du projet. Pour une analyse complète, veuillez-vous reporter au rapport scientifique final.

### **Identité ethnique et religieuse**

La façon dont les gens se voient est d'une part déterminée par les points de vue qu'ils développent eux-mêmes et par les opinions des autres membres de leur groupe. D'un autre côté, l'identité est également formée par des opinions positives et négatives des membres de l'extérieur du groupe. Dans le contexte de la migration, la stigmatisation des nouveaux arrivants est plutôt courante. Les

différences culturelles sont facilement considérées négativement et peuvent parfois même être perçues comme menaçantes par la société d'accueil.

Sur l'auto-identification, nous pouvons résumer brièvement les conclusions suivantes :

1. Les Turcs ont tendance à s'identifier plus fort avec leur pays d'origine que les trois autres groupes ethniques dans cinq pays européens mais pas en France.
2. Il n'y a pas de différence nette entre les groupes ou les pays dans l'identification avec le pays d'installation.
3. Les personnes interrogées dans l'enquête sur les quatre groupes ethniques dans les six pays ne s'identifient pas très fortement en tant que musulmans (tous les scores sont inférieurs à 31,6%). Il n'y a pas de différence nette entre les groupes ethniques ou les pays dans ce domaine.
4. Les dirigeants musulmans tendent à définir leurs organisations la plupart du temps comme une organisation musulmane dans tous les pays et parmi tous les groupes ethniques.
5. Les résultats des entretiens familiaux transnationaux sont mitigés. Plus d'analyse est nécessaire pour expliquer les différentes expériences des membres de la famille dans les différents pays.

Nos données montrent que les répondants de l'enquête sur les quatre groupes ethniques musulmans dans les six pays européens diffèrent considérablement et qu'il n'y a qu'une tendance limitée à s'identifier en tant que musulmans. D'autre part, les dirigeants des organisations tendent à présenter les organisations la plupart du temps en termes religieux et appellent l'organisation une organisation musulmane. Les dirigeants semblent plus convaincus de l'identité musulmane que le public. Par conséquent, nous concluons que les leaders dans l'échantillon d'interview ne peuvent pas parler pour l'ensemble de la communauté turque, marocaine, pakistanaise ou ex-yougoslave telle qu'elle est présente dans l'échantillon de l'enquête. Les leaders représentent la partie la plus religieuse de la communauté et par conséquent les opinions des musulmans moins religieux sont sous-représentées. La manière dont les leaders voient leur position,

Les conclusions suivantes portent sur le deuxième élément de l'identité ethnique que nous avons abordé, la façon dont les autres considèrent les communautés musulmanes :

6. La majorité nationale montre le moins d'acceptation des immigrants au Royaume-Uni et la plupart aux Pays-Bas et en France.
7. Les Turcs, les Marocains et les ex-Yougoslaves se sentent moins bien acceptés au Royaume-Uni, mais les Pakistanais n'ont pas ce problème. Pour les autres pays, les différences ne sont pas très grandes.
8. Le débat sur les musulmans en général est négatif en Allemagne et neutre ou positif dans les autres pays.
9. La tendance à parler des musulmans en général est plus forte aux Pays-Bas et en Suisse, tandis que la mention d'une minorité particulière de musulmans est

observée plus souvent en Allemagne et, dans une certaine mesure, en Belgique.

Si une seule conclusion peut être tirée de ces points, il est probable que nous ne pouvons pas donner une réponse simple à la question sur les différences entre les pays ou les groupes ethniques. Lorsque les points de vue de la majorité et les sentiments d'acceptation parmi les individus minoritaires montrent au moins une certaine cohérence, ce n'est pas le cas lorsque nous ajoutons les deux éléments du débat médiatique. L'acceptation est la plus faible au Royaume-Uni, alors que le débat médiatique en Allemagne est relativement dur et négatif, et la tendance à généraliser et à transformer les musulmans en une catégorie est plus visible aux Pays-Bas et en Suisse. Chaque pays semble avoir sa propre façon de montrer les opinions, mais dans tous les pays de cette étude il y a une forme de négativité présente. Une leçon peut être apprise en regardant les résultats de ce chapitre :

### **Diviser les problèmes**

Dans cette section, nous mettons l'accent sur les compétences linguistiques, les valeurs et les attitudes envers la société et la démocratie. Nous verrons ainsi quelles questions pourraient séparer et diviser les différents groupes musulmans et les groupes musulmans de la majorité non musulmane. Nous présentons les compétences linguistiques et certaines attitudes culturelles et religieuses envers la société et la démocratie. Les normes et les valeurs partagées forment la base de la démocratie dans une société culturellement diversifiée. Chaque démocratie suppose un noyau commun de valeurs démocratiques, bien qu'il y ait généralement une certaine controverse sur le contenu et l'interprétation de ce noyau. Dans cette section, nous utiliserons principalement des données d'enquête sur les compétences linguistiques, les valeurs fondamentales partagées et les attitudes à l'égard de la démocratie, et nous compléterons ces données par des interviews et l'analyse du contenu des médias.

### **La langue**

Dans l'ensemble, les Turcs semblent rencontrer le plus de difficultés en tant que groupe, tandis que les Marocains semblent rencontrer moins de difficultés en général. Il est frappant de constater que les répondants musulmans en Allemagne semblaient avoir beaucoup plus de problèmes avec la langue nationale que dans n'importe quel autre pays. Comme on pouvait s'y attendre, le Pakistan n'a guère signalé de problèmes de langue nationale au Royaume-Uni. Il en va de même pour les Marocains de Belgique et de Suisse, mais il est intéressant de voir que les Marocains en France rapportent plus de difficultés à parler français que les Marocains aux Pays-Bas rapportent des problèmes de néerlandais. Évidemment, le fait que le français soit une langue nationale du Maroc ne signifie pas automatiquement que tous sont également compétents. Le pourcentage élevé signalé pour certains groupes dans certains pays justifie peut-être l'installation d'exigences linguistiques plus strictes. Cependant, il existe également des différences substantielles entre les pays et entre les groupes en ce qui concerne les

compétences globales avec la (les) langue (s) nationale (s).

### **Distance culturelle perçue**

Dans cette section, nous nous concentrerons sur la distance culturelle qui est perçue entre les minorités musulmanes résidentes et la majorité non musulmane dans chaque pays. Ce qui est vrai, c'est que dans tous les pays, le groupe majoritaire non musulman perçoit la plus grande distance culturelle entre les musulmans et les non-musulmans. Les minorités turques suivent la majorité non musulmane dans la plupart des pays, à l'exception du Royaume-Uni et des Pays-Bas où les Pakistanais perçoivent une plus grande distance culturelle entre les musulmans et la majorité non musulmane. Dans l'ensemble, les musulmans de l'ex-Yougoslavie voient beaucoup moins de distance culturelle et insistent assez souvent sur la similitude entre eux et la majorité non musulmane. Il est également intéressant de noter que certaines questions sont systématiquement considérées comme plus conflictuelles. Le rôle de la religion dans la société est dans la plupart des cas considéré comme une question très controversée, à savoir il est généralement perçu comme valorisé différemment entre musulmans et non-musulmans. C'est moins le cas pour les valeurs liées à la liberté de parole dans la société, sur lesquelles plus de groupes musulmans pensent que la majorité non-musulmane a des points de vue similaires. Cette perception n'est toutefois pas partagée par la majorité non musulmane, qui semble globalement percevoir que les musulmans pensent différemment à la liberté de parole dans la société. Un autre point intéressant est que la question la plus controversée pour la majorité non-musulmane semble être la division des rôles entre les hommes et les femmes dans le ménage, alors que parmi les groupes musulmans, cette question est soit considérée comme non conflictuelle, soit secondaire au rôle de la religion dans la société.

### **Points de vue des dirigeants et des représentants des organisations musulmanes**

Dans les entretiens avec les dirigeants et les représentants des organisations musulmanes, nous avons demandé aux personnes interrogées d'indiquer quelles étaient, selon elles, les principaux problèmes séparant leurs communautés de la majorité non musulmane de leur pays. Peut-être l'une des choses les plus intéressantes à propos des réponses données par les dirigeants et les représentants de ces organisations est qu'une part importante (26%) a indiqué qu'il n'y a vraiment rien qui distingue de manière significative leur communauté de la communauté non-musulmane. Sur la question de savoir ce qui séparait sa communauté de la majorité non-musulmane, un répondant a déclaré qu'il y en avait ;

"Rien, en fait, nous n'avons eu aucun obstacle et nous nous en tenons aux lois européennes, donc il n'y a rien qui soit difficile ou qui nous sépare. L'Islam dit qu'il faut s'adapter au pays où vous vivez, et vivre en paix avec les gens là-bas. Bien sûr, il y a parfois des problèmes qui peuvent déranger les gens, comme

momentanément la proposition de loi qui interdit le massacre islamique (sans anesthésie) qui a passé le parlement, mais si je lis attentivement le texte de la loi proposée, il peut y avoir toutes sortes d'exceptions alors peut-être que cela peut être résolu » (organisation pakistanaise, Pays-Bas).

## **Débats sur les musulmans et l'islam dans les médias nationaux**

Les questions religieuses sont au cœur du débat dans les journaux nationaux. Les questions structurelles telles que les droits sociaux des minorités ou les droits de la citoyenneté sont abordées moins fréquemment, mais les questions de racisme et de phobie de l'islam sont régulièrement discutées dans la plupart des pays. Dans l'ensemble, il ne semble pas y avoir d'énormes différences entre les pays. Ce n'est qu'en examinant de plus près les revendications sur les problèmes sociaux des minorités que nous voyons par exemple que l'Allemagne rapporte davantage sur l'extrémisme islamique et moins sur l'extrémisme politique ou la position des femmes dans l'islam. En général, les questions abordées par les dirigeants et les représentants des organisations musulmanes semblent correspondre à peu près aux questions débattues dans les médias nationaux, les deux montrant une tendance à se concentrer davantage sur les questions religieuses. Par rapport au débat public dans les journaux nationaux, cependant,

## **Attitudes envers la démocratie**

Étant donné que les six pays du projet EURISLAM sont tous des sociétés démocratiques, il semble au moins réconfortant qu'il semble y avoir un fort soutien à la démocratie dans tous les domaines. La seule valeur négative observable est chez les musulmans de l'ex-Yougoslavie au Royaume-Uni qui croient le plus souvent que les démocraties ne sont pas bonnes pour maintenir l'ordre. De toute évidence, l'éclatement de la Yougoslavie et l'assaut de la guerre yougoslave dans les années 90 contribueront à faire croire que les sociétés démocratiques sont capables de maintenir l'ordre parmi certains immigrants musulmans des anciens territoires yougoslaves. Cependant, il devient clair que même avec une histoire si terrible, Les musulmans de l'ex-Yougoslavie n'ont pas perdu leur foi dans la démocratie tous ensemble, car beaucoup d'entre eux croient encore que c'est la meilleure forme de gouvernance et, en France, ils montrent plus de soutien que tout autre groupe. En ce qui concerne les autres groupes, il ne semble pas y avoir de tendance claire, mais seulement que la majorité nationale revendique généralement un soutien plus fort à la démocratie et aux sociétés démocratiques que les groupes musulmans avec la France comme seule exception.

## **Les musulmans et le débat médiatique**

Le pourcentage des revendications des Musulmans et de l'Islam faites par les musulmans eux-mêmes varie de 15,9% en Allemagne à 32,3% au Royaume-Uni. Globalement, on parle davantage des musulmans par les non-musulmans que par les musulmans eux-mêmes. Deuxièmement, nous avons examiné le ton du débat

et calculé un score moyen sur le ton dans les articles. Bien qu'il soit parfois dit qu'il y a beaucoup de nouvelles négatives sur les musulmans, notre recherche montre une autre histoire. Le score moyen donné au ton du débat n'est que négatif en Allemagne. Une raison à cela pourrait être que les articles négatifs restent dans la mémoire des gens parce qu'ils suscitent des émotions fortes; un phénomène psychologique bien connu appelé «amorçage». En outre, il peut être, comme Vanparys et al. Etat,

L'exposition au débat national sur les médias pourrait être plus faible pour les immigrés turcs, puisqu'ils lisent beaucoup plus de journaux turcs et regardent plus de chaînes de télévision turques, tandis que les autres groupes musulmans lisent principalement les journaux et regardent les chaînes de télévision dans les langues nationales.

Les dirigeants musulmans ont tendance à remarquer principalement les aspects négatifs du débat et non les aspects positifs. La plus grande partie des dirigeants musulmans estime qu'ils ont besoin de défendre l'islam et la position des musulmans, suivis de près par ceux qui souhaitent interagir et engager une discussion avec les non-musulmans. Certains leaders communautaires ne voient leur rôle qu'à l'interne en tant que président de l'organisation et, par conséquent, ils restent passifs, tandis que d'autres voient un rôle extérieur pour eux-mêmes et deviennent donc plus actifs dans le débat. Dans le cas où les leaders pensent avoir un rôle externe, ils veulent être actifs dans le débat, surtout dans un contexte où les éléments négatifs attirent le plus d'attention et où le nombre d'acteurs musulmans est limité. Dans ces cas, une plus grande part de leur contribution semble nécessaire.

Il est rassurant de conclure que le débat n'est pas seulement négatif et qu'il existe des forces qui défendent les droits et l'accommodement de l'islam. Il serait intéressant de voir ce qui se passerait si le nombre d'acteurs musulmans participant au débat public augmentait. Bien qu'une relation causale directe ne soit pas prouvée, le cas du Royaume-Uni suggère que la tendance à donner une contribution positive dans les journaux semble diminuer lorsque le nombre d'acteurs musulmans augmente. Bien sûr, nous ne pouvons pas être sûrs qu'il en sera de même en Allemagne, où le fait que les acteurs étatiques apportent une contribution négative pourrait interférer.

## **Contacts et réseaux**

Un premier résultat est que dans les six pays, la population majoritaire nationale est au bas de l'échelle du capital social de transition. Cela n'est peut-être pas une surprise car la plupart des groupes musulmans vivent dans des zones concentrées dans les pays (c'est-à-dire les grandes villes) et la plupart des personnes interrogées n'auront donc pas la chance de rencontrer un compatriote musulman. Cependant, le «déséquilibre» entre les groupes musulmans et la population majoritaire reste frappant. À l'exception des membres de la famille, les groupes musulmans ont une population majoritaire, des amis proches, des connaissances d'associations et des connaissances de quartier, tandis que l'inverse n'est pas le cas. Cela est d'autant plus remarquable qu'il existe une variation du degré de

capital social dans la population majoritaire: les connaissances de quartier sont relativement plus courantes que les autres formes de capital social de transition. Alors qu'au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, la population majoritaire a des amis musulmans proches et qu'aux Pays-Bas, ils ont des connaissances de voisinage. En Belgique, en France et en Allemagne, les ex-Yougoslaves ont le plus de contacts, tandis qu'aux Pays-Bas et en Suisse, les Marocains sont en tête. Dans tous les pays sauf le Royaume-Uni, les ex-Yougoslaves et les Marocains ont plus de contacts que les Pakistanais et les Turcs. Dans trois pays (Belgique, Allemagne et Suisse), les musulmans turcs sont en bas, ce qui indique une communauté ethnique relativement fermée. Le Royaume-Uni est l'exception : les Pakistanais ont le capital social le plus important alors que les ex-Yougoslaves en ont moins. Cependant, étant donné la barrière linguistique plus faible des Pakistanais au Royaume-Uni, cela n'est guère surprenant.

Si nous nous concentrons sur les différentes formes de capital social de transition, nous pouvons observer que les «contacts familiaux» sont les plus difficiles. Presque tous les groupes de chaque pays obtiennent des résultats négatifs sur cet indicateur. Les exceptions sont les Marocains en Belgique et aux Pays-Bas et les Ex-Yougoslaves en Allemagne. Tous les autres indicateurs du capital social de rapprochement des groupes musulmans obtiennent des résultats positifs, mais il existe des différences entre les trois types restants. Score «amis proches» relativement plus bas. Une exception ici sont les Turcs et les Pakistanais aux Pays-Bas (les scores des «amis proches» néerlandais sont également élevés par rapport à d'autres pays, suivis de ceux en Suisse). Les «connaissances de l'association» et les «connaissances de quartier» hors-groupe sont les plus élevés parmi les groupes ethniques que nous étudions. Cependant, leur popularité varie selon les pays et entre les groupes: En Belgique, les musulmans connaissent plus de personnes de la population majoritaire par le biais d'associations que par leur voisinage (à l'exception des Turcs). Au Royaume-Uni, il en va de même en Belgique (à l'exception des ex-yougoslaves). Aux Pays-Bas et en Suisse, les contacts de proximité dominant. L'image en Allemagne et en France est mitigée. En France, les réseaux de proximité sont plus forts que les réseaux associatifs pour les ex-Yougoslaves et les Marocains, alors que pour les Turcs et les Pakistanais, c'est l'inverse. Si nous comparons les réseaux de voisinage aux réseaux associatifs en Allemagne, nous constatons que le capital social de rapprochement des quartiers est plus élevé pour les Turcs et les Pakistanais et que les réseaux associatifs sont plus forts pour les ex-Yougoslaves et les deux égaux pour les Marocains.

En ce qui concerne les fêtes d'anniversaire, les mariages et les espaces publics, nous pouvons conclure que l'attitude de tous les groupes ethniques dans tous les pays est positive. En général, les gens n'évitent pas les espaces publics ou les événements sociaux avec de nombreux musulmans / non-musulmans. Il est toutefois frappant de constater que les populations majoritaires nationales de tous les pays (sauf le Royaume-Uni) ont plus de problèmes avec les espaces publics qu'avec les événements sociaux: les scores positifs sont plus faibles pour les espaces publics. Plus inquiétants sont les résultats négatifs en ce qui concerne la question de savoir si la religion compte pour l'embauche d'un employé. La plupart

des groupes dans tous les pays affichent des scores légèrement négatifs et les populations majoritaires nationales expriment les scores les plus négatifs (sauf en France où les Marocains sont les plus négatifs). Le fait que les populations majoritaires nationales et, dans une moindre mesure,

### **Expliquer l'intégration socioculturelle des musulmans en Europe**

Notre analyse multivariée a porté sur les compétences linguistiques, l'identification religieuse, le capital social de transition, l'identification et l'acceptation mutuelles, et les normes et valeurs fondamentales communes. En ce qui concerne les attributs des compétences linguistiques, l'identification religieuse et le capital social de transition, les résultats de l'analyse de régression montrent que les hommes ont moins de problèmes avec la langue nationale que les femmes. Les plus instruits ont moins de problèmes avec la langue nationale que les moins éduqués. Les personnes ayant un emploi ont moins de problèmes avec la langue nationale que celles qui sont au chômage. La première génération et, dans une moindre mesure, la génération 1 et demi (arrivée dans le pays avant l'âge de 18 ans) ont plus de problèmes avec la langue nationale qu'avec la deuxième génération. Les migrants ayant plus de capital social relais (plus de contact avec les membres de la majorité nationale) éprouvent moins de problèmes avec la langue nationale. Contrôlant toutes ces variables, les Marocains ont plus de difficultés avec la langue nationale en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas qu'en France. En Suisse et au Royaume-Uni, les Marocains maîtrisent mieux la langue nationale qu'en France. En France, les ex-Yougoslaves, les Turcs et les Pakistanais ont plus de problèmes avec les Français qu'avec les Marocains. Pour l'identité religieuse, l'analyse de régression montre que les hommes ont une identité religieuse plus faible que les femmes, tandis que les personnes âgées ont une identité religieuse plus forte que leurs homologues plus jeunes. Ceux qui ont un niveau d'éducation supérieur s'identifient moins à la religion, tout comme ceux qui ont un emploi. Au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, les identités religieuses sont moins prononcées et, par rapport à la majorité nationale, tous les groupes musulmans ont des identités religieuses beaucoup plus fortes. Pour combler le capital social, le résultat de l'analyse de régression montre qu'il existe davantage de capital social relais en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Suisse, et moins de capital social relais au Royaume-Uni. Les personnes les plus instruites et les personnes ayant un emploi ont plus de capital de transition. Les hommes ont plus de capital social que les femmes et, sans surprise, tous les groupes musulmans ont plus de capital de transition que le groupe de la majorité ethnique. Ceux qui ont une identité religieuse plus forte et ceux qui perçoivent une plus grande distance vis-à-vis du groupe de sortie ont moins de capital social de transition.

En ce qui concerne les attitudes mesurées dans l'identification et l'acceptation mutuelles, et concernant les normes et valeurs fondamentales partagées, les résultats de l'analyse de régression montrent que les hommes s'identifient plus fortement au pays de résidence que les femmes. Les plus instruits s'identifient davantage au pays de résidence que les moins instruits, tout comme ceux qui ont

un emploi ont un niveau d'identification plus élevé que ceux qui ne le sont pas. Les personnes âgées s'identifient moins au pays de résidence et les personnes ayant une identité religieuse plus forte s'identifient moins au pays de résidence. Les hommes des quatre groupes musulmans se sentent moins acceptés en tant que concitoyens que femmes. Les gens qui ont un emploi et ceux qui ont un niveau d'éducation supérieur se sentent plus acceptés en tant que concitoyens. Les personnes âgées se sentent un peu moins à l'écart que les plus jeunes. De plus, les groupes ex-yougoslaves et pakistanais se sentent plus à l'écart que les Marocains et les Turcs. Les personnes qui ont une identité religieuse plus forte se sentent moins acceptées en tant que concitoyens, et les personnes qui ont connu des hostilités impliquant la majorité nationale se sentent aussi moins acceptées. Ceux qui ont un capital social plus équilibré se sentent plus acceptés en tant que concitoyens. Pour l'acceptation des migrants comme concitoyens par la majorité nationale, nous avons observé qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative dans les attitudes des hommes et des femmes. Ceux qui ont un emploi et ceux qui ont fait des études supérieures sont plus enclins à accepter les musulmans.

Comparés aux Français - et contrôlant le genre, le niveau d'éducation et le statut d'emploi -, les Britanniques, les Belges, les Allemands, les Suisses et les Néerlandais sont moins enclins à accepter les musulmans comme leurs concitoyens. L'écart est le plus grand entre les Britanniques et les Français et le plus petit entre les Français et les Néerlandais. Les personnes qui ont connu des hostilités impliquant des migrants sont moins enclines à accepter les musulmans comme concitoyens. Ceux qui ont un capital social plus équilibré sont plus enclins à accepter les migrants en tant que concitoyens.

La perception de la distance hors groupe est la plus élevée au Royaume-Uni, suivie par les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse. Les musulmans perçoivent moins de distance que le groupe majoritaire national. Les ex-Yougoslaves perçoivent la moindre distance, suivis respectivement par les Marocains, les Pakistanais et les Turcs. Les hommes perçoivent moins de distance que les femmes, les plus instruits perçoivent moins de distance que les moins instruits, de même que ceux qui ont un emploi par rapport à ceux qui n'ont pas d'emploi. Les personnes ayant une identité religieuse plus forte perçoivent davantage de distance, de même que celles qui ont vécu des hostilités avec le groupe d'exclusion. Ceux qui ont plus de capital social de transition perçoivent moins de distance vis-à-vis de l'out-group.

Enfin, en ce qui concerne le niveau de progressivité, les femmes sont plus progressistes que les hommes et les personnes âgées sont moins progressistes que leurs homologues plus jeunes. Ceux qui ont un niveau d'éducation supérieur et ceux qui occupent un emploi sont plus progressistes que ceux qui sont au chômage ou qui ont un niveau d'éducation inférieur. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse sont moins progressistes que la France. Les gens aux Pays-Bas sont plus progressistes sur ces questions qu'en France. Les Turcs, les Pakistanais, les Marocains et les ex-Yougoslaves sont considérablement moins progressistes que le groupe majoritaire national. Ceux qui ont une identité religieuse plus forte sont moins progressistes, et ceux qui ont un capital social plus

équilibré sont plus progressistes.

Dans l'ensemble, le niveau de scolarité, la position sur le marché du travail, l'identification religieuse et le capital social de transition sont, lorsqu'ils sont inclus, tous des facteurs stables. Cependant, l'impact de ces facteurs est relativement faible par rapport à l'effet d'appartenance à un groupe spécifique, c'est-à-dire appartenant à la communauté turque ou marocaine. Des différences existent entre les pays, mais elles sont généralement plus petites que les différences observées entre les différents groupes.

### **Impact potentiel :**

Premièrement, les questions et les questions soulevées par la présence des musulmans en Europe sont largement liées à l'intégration, qui est le thème dominant structurant de manière discursive les débats publics sur les musulmans et l'islam. Les droits religieux et les problèmes sociaux des minorités sont les problèmes les plus souvent abordés dans ce domaine. Parce que ce cadrage est une question d'intégration, la question musulmane en Europe dépend beaucoup des caractéristiques nationales. Les traditions nationales concernant les politiques d'immigration jouent un rôle important dans la manière dont l'intégration est débattue et institutionnalisée. Le niveau supranational, en revanche, n'est que marginalement abordé dans le débat public où les acteurs supranationaux ne jouent qu'un rôle mineur, corroborant le fait que le débat public sur l'islam et les musulmans reste largement une affaire nationale. Donc, comme dans d'autres domaines sur lesquels la Commission européenne a joué un rôle pro-actif (par exemple, la lutte contre les discriminations), il serait utile, pour éviter l'apparition de particularismes, de mieux articuler le débat public européen sur l'intégration musulmane. niveau supranational qu'au niveau national, régional ou local. En outre, le débat est simplement caractérisé par une communication bidirectionnelle entre les États et les organisations musulmanes. Les acteurs de la société civile en tant que destinataires pertinents sont tout à fait absents. En outre, le débat est simplement caractérisé par une communication bidirectionnelle entre les États et les organisations musulmanes. Les acteurs de la société civile en tant que destinataires pertinents sont tout à fait absents. En outre, le débat est simplement caractérisé par une communication bidirectionnelle entre les États et les organisations musulmanes. Les acteurs de la société civile en tant que destinataires pertinents sont tout à fait absents.

### **Par conséquent, nous recommandons les suggestions suivantes pour la mise en œuvre des politiques :**

- Les États pourraient adopter une position plus médiatisée entre les acteurs de la société civile et les organisations musulmanes, soutenant et critiquant non seulement ces derniers, mais aussi leurs acteurs. Cela pourrait favoriser de meilleures formes de négociation institutionnelle de l'accommodement des musulmans.
- Les organisations musulmanes ne devraient pas considérer les institutions

publiques comme le seul destinataire significatif de leurs revendications, mais aussi ouvrir leur discours à d'autres acteurs de la société civile. Cela pourrait entraîner un processus par lequel le répertoire des actions et des revendications de ces organisations ne soit pas seulement centré sur leur intérêt (religieux) spécifique, mais aussi sur des questions plus générales en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile. Un tel processus leur permettrait, d'une part, de développer un capital social et politique plus large et, d'autre part, d'avoir une visibilité publique non seulement liée aux questions religieuses.

- Les organisations professionnelles et les organisations antiracistes peuvent être des acteurs très pertinents pour traiter des questions sur lesquelles elles sont compétentes et spécialisées. Par leur visibilité publique croissante et leur participation à des réseaux d'acteurs traitant de questions spécifiques (par exemple, les conflits entre droit du travail et droits religieux comme dans le cas du foulard), ces organisations peuvent jouer un rôle pragmatique très fécond de médiation entre l'État et les musulmans. organisations sur des problèmes problématiques.
- Les discours médiatiques structurent et consolident les perceptions publiques des musulmans. Afin d'éviter la persistance de représentations négatives, ils ne devraient pas concentrer leur couverture sur l'islam et les musulmans uniquement lorsque des événements dramatiques marquent l'agenda international, national ou local. Au lieu de cela, un espace devrait également être prévu pour couvrir les négociations entre l'Etat et les différents acteurs impliqués dans le processus de recherche de solutions à des problèmes spécifiques. Cela devrait être fait d'une manière plus neutre.

Deuxièmement, le niveau d'éducation, la position sur le marché du travail, l'identification religieuse et le capital social de transition (réseaux entre musulmans et non-musulmans) sont des facteurs constants dans l'explication de l'intégration socioculturelle des musulmans européens. Cependant, l'impact de ces facteurs est relativement faible par rapport à l'effet d'appartenance à un groupe spécifique, c'est-à-dire appartenant à la communauté turque ou marocaine. Des différences existent entre les pays, mais elles sont généralement plus faibles que les différences observées entre les différents groupes. Par conséquent, les politiques favorisant l'intégration socioculturelle des musulmans européens devraient être orientées vers des caractéristiques individuelles telles que l'éducation, la position sur le marché du travail et le capital social de transition. En outre, étant donné que les différences entre les divers groupes ethniques sont relativement grandes, les politiques doivent être orientées vers des groupes ethniques spécifiques. Les politiques au niveau national ne sont pas aussi importantes qu'on pourrait s'y attendre.

À partir de ces résultats, nous aimerions faire les suggestions suivantes pour la mise en œuvre des politiques :

- Pour stimuler les bonnes relations entre musulmans et non-musulmans dans les sociétés européennes, il est important de maintenir des dialogues interreligieux et

de stimuler le capital social. Le rôle des acteurs de la société civile est important ici.

- Les politiques visant à stimuler le dialogue ne devraient pas seulement viser les musulmans, mais aussi la population majoritaire, car ils perçoivent une distance culturelle beaucoup plus grande que les groupes musulmans dans notre étude et ont un capital social de transition moindre que la population musulmane.
- Pour promouvoir l'intégration socioculturelle, les politiques doivent être orientées vers des caractéristiques individuelles telles que l'éducation, la position sur le marché du travail et le capital social de transition.
- Les différences entre les différents groupes ethniques sont relativement grandes ; Outre les caractéristiques individuelles, les politiques doivent être orientées vers des groupes ethniques spécifiques.
- Les différences au niveau national existent mais sont plus faibles que les différences entre groupes ethniques. C'est un résultat important du projet EURISLAM. Les efforts politiques devraient donc se concentrer sur les niveaux «inférieurs» des communautés (ethniques).

Troisièmement, en ce qui concerne les organisations musulmanes, l'identité religieuse reste la forme d'identification la plus importante pour les organisations et les dirigeants. Les pratiques religieuses fondamentales sont mentionnées comme étant les plus importantes le plus souvent. En moyenne, un cinquième des organisations n'identifie aucune barrière substantielle entre la population musulmane et la majorité. Ceux qui identifient certaines questions ont tendance à se concentrer sur des problèmes symboliques plutôt que structurels. En ce qui concerne les stratégies de débat public: en moyenne, il semble y avoir une répartition presque égale des stratégies de discussion évasive, défensive et de discussion entre les organisations et leurs dirigeants. Les représentants des organisations avec lesquelles nous nous sommes entretenus ont présenté des convictions religieuses plus fortes que les personnes interrogées dans l'enquête, mais en même temps, ils tendent à être plus «libéraux» que les personnes interrogées en ce qui concerne les principes démocratiques et les droits des femmes. Les dirigeants organisationnels tendent à présenter un point de vue d'un musulman intégré moderne dans le monde occidental. En ce qui concerne les familles transnationales, nous avons trouvé des similitudes entre les trois types de groupes, Pakistanais, Marocains et Turcs, dans la façon dont ils considéraient leurs expériences comme une famille transnationale. Les raisons des choix migratoires initiaux pour se déplacer vers des pays spécifiques semblent être liées principalement à un phénomène de migration en chaîne, à savoir la disponibilité de réseaux sur lesquels le migrant peut s'appuyer pour entrer sur le marché du travail ou pour un soutien émotionnel. L'appartenance était souvent décrite de manière contextuelle et l'identité était également dépendante du contexte. Faire partie de l'unité familiale était important, mais les répondants individuels ont décrit leur

sentiment d'appartenance comme étant principalement lié à leurs réseaux sociaux et à leurs choix de mode de vie dans lesquels ils avaient été socialisés. Les répondants avaient tendance à vouloir rester où ils étaient déjà basés, à cause d'un sentiment d'appartenance et de famille. En ce qui concerne le mariage et les mariages mixtes, les Pakistanais semblent moins ouverts à l'idée d'un mariage avec la population autochtone que les Marocains, et le mariage avec une personne de la communauté serait préférable à celui de son propre groupe ethnique. En effet, se marier avec quelqu'un de «retour à la maison» (pays d'origine) a été considéré comme une source possible de soutien psychologique et de continuité pour la cellule familiale face aux tensions engendrées par la migration. Les Turcs étaient ambivalents. Les répondants avaient tendance à vouloir rester où ils étaient déjà basés, à cause d'un sentiment d'appartenance et de famille. En ce qui concerne le mariage et les mariages mixtes, les Pakistanais semblent moins ouverts à l'idée d'un mariage avec la population autochtone que les Marocains, et le mariage avec une personne de la communauté serait préférable à celui de son propre groupe ethnique. En effet, se marier avec quelqu'un de «retour à la maison» (pays d'origine) a été considéré comme une source possible de soutien psychologique et de continuité pour la cellule familiale face aux tensions engendrées par la migration. Les Turcs étaient ambivalents. Les répondants avaient tendance à vouloir rester où ils étaient déjà basés, à cause d'un sentiment d'appartenance et de famille. En ce qui concerne le mariage et les mariages mixtes, les Pakistanais semblent moins ouverts à l'idée d'un mariage avec la population autochtone que les Marocains, et le mariage avec une personne de la communauté serait préférable à celui de son propre groupe ethnique. En effet, se marier avec quelqu'un de «retour à la maison» (pays d'origine) a été considéré comme une source possible de soutien psychologique et de continuité pour la cellule familiale face aux tensions engendrées par la migration. Les Turcs étaient ambivalents. et le mariage avec quelqu'un de la société de l'établissement serait préférable avec quelqu'un de son propre groupe ethnique. En effet, se marier avec quelqu'un de «retour à la maison» (pays d'origine) a été considéré comme une source possible de soutien psychologique et de continuité pour la cellule familiale face aux tensions engendrées par la migration. Les Turcs étaient ambivalents. et le mariage avec quelqu'un de la société de l'établissement serait préférable avec quelqu'un de son propre groupe ethnique. En effet, se marier avec quelqu'un de «retour à la maison» (pays d'origine) a été considéré comme une source possible de soutien psychologique et de continuité pour la cellule familiale face aux tensions engendrées par la migration. Les Turcs étaient ambivalents.

À partir de ces constatations, les deux recommandations suivantes peuvent être déduites:

- Les dirigeants et les représentants des organisations musulmanes ont tendance à être (plus) libéraux en ce qui concerne les principes démocratiques et les droits des femmes. Cela en fait un bon partenaire et un point de ralliement pour l'intégration des minorités musulmanes en Europe.
- Le besoin d'une organisation faitière nationale et peut-être même supranationale,

représentant l'islam en tant que croyance et les musulmans en tant que croyants, devrait être discuté.

Enfin, le projet évalue comment les différentes traditions d'identité nationale, de citoyenneté et de relations entre l'Eglise et l'Etat ont influencé le débat public européen sur l'Islam ces dix dernières années en identifiant les principaux problèmes et en décrivant l'interaction entre les acteurs étatiques, sociaux, civils et musulmans. . Les résultats de notre analyse institutionnelle résument les différentes façons dont les États-nations traitent les différences religieuses et culturelles.

Par conséquent, nous aimerions faire cette recommandation méthodologique:

- Les résultats suggèrent que les droits de citoyenneté des immigrants sont toujours dans une certaine mesure une affaire nationale et rien n'indique que cela change fondamentalement. Nos résultats prouvent l'utilité d'une approche transnationale qui prend en compte la pertinence des différents «régimes de citoyenneté».